

Question d'actualité posée au Gouvernement par Manuel VALLS

Séance du mardi 2 juin 2009

Monsieur le Président,

Ma question s'adresse à Monsieur le Premier ministre. L'industrie des semi-conducteurs traverse aujourd'hui une crise sans précédent dans notre pays.

A Corbeil-Essonnes, les salariés de l'entreprise *Altis* sont très inquiets sinon résignés. *Altis* pourrait en effet bientôt fermer ses portes. Si aucun repreneur n'est trouvé avant la fin de l'année 2009, 1 500 emplois directs et 1 500 emplois indirects seront menacés. Un plan social concernant 400 salariés vient d'ores-et-déjà d'être annoncé.

Fatale pour ses employés, cette faillite serait tout aussi désastreuse pour les collectivités locales. Elle pourrait même être irréversible pour l'agglomération de Corbeil-Essonnes qui perçoit, à elle seule, plus de 30 millions de taxe professionnelle cette entreprise. C'est donc bien tout l'équilibre économique, social et institutionnel d'un territoire qui est ici concerné !

Depuis l'annonce en 2007 – cela n'avait donc rien à voir avec la crise actuelle – du retrait d'IBM et d'Infineon avant la fin de cette année, une hypothèse de reprise par des entrepreneurs russes a d'abord été envisagée.

Peu crédible dès l'origine, cette solution a été abandonnée au début du mois d'avril et l'on parle aujourd'hui d'une solution franco-française à travers la reprise du site par la direction actuelle. Mais les salariés craignent qu'IBM et Infineon laissent à d'autres la responsabilité d'un plan social massif et définitif.

J'ai donc une première série de questions à vous poser – car ce dossier nécessite désormais la plus grande transparence : la solution envisagée est-elle crédible et pérenne ? Quels sont les engagements financiers de l'Etat pour garantir ce projet de reprise ou pour aider les salariés et assurer, avec les collectivités territoriales, la reconversion de ce site de 50 hectares ?

Plus généralement et au-delà du cas d'*Altis*, il est urgent que le Gouvernement définisse une véritable politique industrielle. Ma deuxième question sera donc simple : Monsieur le Premier Ministre, quelle décision comptez-vous prendre pour sauver une technologie de pointe menacée de disparaître en France comme en Europe ?